



De qui se moquent ces ministres ?



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

Le gouvernement sortant aura témoigné bien peu de considération pour nos activités. Sa dernière contribution ressemble hélas plus à un canular – si le sujet n'était pas si sérieux, on pourrait en rire – qu'à un acte de gouvernement digne de responsables politiques.

Sur la forme

Nous nous étions habitués à ce que le Président de la République ignore nos événements. Depuis François Mitterrand, aucun président n'est venu à Auteuil, Longchamp ou Vincennes. Pas de Premiers ministres non plus. Les visites ministérielles ont été plus nombreuses, mais relativement discrètes.

Il aura fallu attendre le mois de novembre dernier pour que le ministre de l'Agriculture vienne à Auteuil pour admettre lui-même qu'il restait bien peu de temps au gouvernement dont il est le porte-parole pour agir, mais qu'il allait le faire au plus vite... En grande pompe, trois ministres (outre lui-même, celui de l'Économie et des Finances, de la

Vendredi 28 avril 2017 – N°167

jeunesse et des sports) et deux secrétaires d'État rattachés lançaient le 11 janvier (soit deux mois plus tard) quelques groupes de travail dont devait sortir la solution propre à sortir les filières équines de l'impasse dans laquelle elles s'enfoncent.

Les groupes de travail ont donc travaillé à des propositions concrètes. Les sociétés-mères et le PMU y ont participé avec la volonté d'aboutir malgré un timing évidemment désespérant. Il était courtois de faire semblant d'y croire !

En réponse à cette participation courtoise, les filières des sports équestres, du Trot et du Galop, les élevages d'autres races aussi, ont été traités avec une légèreté plutôt déroutante.

Sur la forme d'abord. Plutôt que de répondre aux représentants des filières qu'ils avaient réunis pour lancer les groupes de travail, plutôt que de marquer une quelconque considération aux équipes que ces interlocuteurs ont mobilisées, c'est en faisant fuiter leur réponse – auprès d'acteurs de la filière eux-mêmes assez surpris de la méthode et par voie de presse – que les ministres ont souhaité communiquer. La démarche pour s'adresser à « Mesdames et Messieurs les professionnels de la filière équine » est particulièrement inédite en termes de communication gouvernementale.

On comprendra l'urgence électorale puisque le document a été diffusé quatre jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. S'adresser directement au plus grand nombre ne me choque pas, au contraire. Mais marquer au passage son mépris vis-à-vis des interlocuteurs est à la fois discourtois et (surtout) contreproductif.



Quand au fond, il est inexistant

A vrai dire, être productif semble bien avoir le dernier des soucis de cette opération gouvernementale de la dernière heure. On ne peut pas être surpris qu'une publication la veille du premier tour des présidentielles ne soit qu'une tentative de communication désespérément creuse.

Qu'y a-t-il de concret dans cette lettre signée par cinq excellences? Rien, désespérément rien. L'idée loufoque de contrôler l'identité des parieurs dans les points de vente ne porterait que sur les transactions supérieures à 2000 euros et seulement à partir de 2019. Une belle vision de long terme pour un gouvernement auquel il reste quinze jours à vivre et qui a pris le soin de déclarer que ses positions n'engageaient pas le pouvoir exécutif à venir! Le problème de la TVA est réglé? Le gouvernement a pris l'initiative d'écrire au commissaire européen aux affaires économiques et financières pour lui rappeler « notre attachement au secteur équin »! Il en va de même pour la séparation des masses online/offline du PMU, puisque l'Autorité de la Concurrence se voit encouragée à bien vouloir reconsidérer sa position.

Qui pourrait nier que ce pouvoir finissant est pavé de bonnes intentions?

Pour que l'opération de communication soit complète, la lettre comporte un important volume d'annexes avec 66 propositions. Mais, évidemment, le gouvernement ne reprend pas ces propositions à son compte. La présentation grossière pourrait laisser croire l'inverse mais, en réalité, nos courageux ministres se contentent d'amalgamer les propositions de groupes de travail et d'en publier le catalogue. Un catalogue qui n'engage donc vraiment personne.

Le lobbying est un métier

J'ai souvent écrit que la stratégie des filières du cheval et, singulièrement, de celles des courses vis-à-vis de l'Etat étaient mal engagées depuis au moins le début du quinquennat de M. Hollande.

Le message qui a été porté auprès des pouvoirs publics a été, à bon droit, centré sur la distorsion de concurrence au profit de la Française des Jeux, en particulier du fait du monopole de distribution dans le réseau des paris sportifs qui s'est fortement développé à partir de 2010. Il aura manqué une stratégie positive pour convaincre. J'ai souvent suggéré qu'on reprenne la formule d'un contrat pluriannuel tel que l'avait initié le protocole passé en 1996 par Jean-Luc Lagardère. Sans succès.

Les contreparties pour obtenir l'autorisation de lancer les travaux des tribunes de Longchamp ont mis le Galop plus encore dans la main de l'Etat. L'affaire aura coûté la trésorerie nécessaire pour passer les années 2018 à 2020 et l'Obstacle à Enghien. Aujourd'hui, il va falloir transformer cette contrainte en atout. Ce ne sont pas des paroles aimables qui permettront de le faire, mais un dialogue équilibré avec le nouveau pouvoir débouchant sur un accord de moyen et même de long terme.

Engager des actions permettant de changer la donne, de changer le modèle, va demander de la méthode. Le lobbying est un métier. Au moment où un nouveau pouvoir va prendre les commandes, où, peut-être, le gouvernement ne sera pas le seul interlocuteur et où l'Assemblée Nationale va peser, il faut en être conscient et se préparer à une nouvelle phase... efficace!

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr